MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ECONOMIQUES
Europe du Sud-Est
Bulgarie, Chypre, Grèce, Roumanie

Une publication du SER d'Athènes
Edition du 26 octobre 2023

LE CHIFFRE A RETENIR : + 3,9%

D'après les données révisées de l'Institut national statistique (INS), en 2022, le PIB de la Bulgarie a augmenté de 3,9 % en termes réels.

Brèves régionales UniCredit annonce la reprise des activités de la banque grecque Alpha Bank en Roumanie// Lancement par Bulgartransgaz des études techniques pour accroître les capacités des points d'interconnexion gaziers avec la Grèce et la Roumanie

Bulgarie Mise à jour de la Stratégie de communication concernant l'adoption de la monnaie unique // Révision à la hausse de la croissance du PIB en 2022 à 3,9 % //Hausse de la productivité de 4,3 % en 2022 // Réduction de la dépendance énergétique de la Bulgarie selon un rapport de la Commission européenne sur l'état de l'Union de l'énergie // Décision du Conseil des ministres relative au lancement de la construction de l'unité 7 de la centrale nucléaire de Kozloduy // Accords de coopération entre Westinghouse et 5 entreprises bulgares // Echec de l'initiative du ministère de l'Economie et de l'industrie visant la réduction des prix des alimentaires

Chypre Nouveau paquet de mesures de 196 M€ (0,73% du PIB) pour soutenir les ménages et entreprises // Signature d'un accord pour éviter la double imposition avec la Croatie // Hausse de +4,3% de l'indice des prix à la consommation harmonisés en septembre 2023 // Au cours du deuxième trimestre 2023, le déficit courant chypriote atteint -346 M€ (-1,3% du PIB) // Présentation de la nouvelle politique gouvernementale en matière de logement

Grèce S&P Global Ratings a relevé la note de la Grèce de BB+ à BBB-, au rang d'investissement // Le taux d'inflation annuel de la Grèce s'est établi à 2,4 % en septembre 2023 // Révision à la baisse de la croissance du PIB en 2022 à 5,6% // Le GNL russe représente près de 12% des importations totales de gaz par la Grèce// L'indice des prix à l'importation dans l'industrie a enregistré en août dernier une baisse annuelle de 14,6%

Roumanie L'encours des prêts accordés à l'économie réelle a progressé de +4,5 % // Le Comité National de Contrôle Macroprudentiel (CNSM) relève ses obligations

de fonds propres contracycliques imposées aux banques // Le déficit public devrait atteindre -5,7 % du PIB en 2023 // Black Sea Oil and Gaz se dit prêt à accroitre sa production gazière de +25 % cet hiver //La Roumanie adopte une ordonnance d'urgence réglementant les importations de blé, de maïs, de colza et de tournesol en provenance d'Ukraine.

Brèves régionales

UniCredit annonce la reprise des activités de la banque grecque Alpha Bank en Roumanie. La fusion des deux établissements, respectivement sixième et huitième acteur du marché roumain, pourrait donner naissance à la troisième banque du pays, concentrant 11,6 % des actifs du secteur, derrière Banca Transilvana et BCR et devant BRD – Société Générale. Dans le cadre de cette opération, Alpha Bank devrait recevoir une compensation de 300 M EUR et conserver 9,9 % du capital de la filiale roumaine d'UniCredit. En parallèle de cette opération, les deux banques ont conclu un partenariat commercial qui doit permettre à UniCredit de distribuer ses produits financiers en Grèce via le réseau d'Alpha Bank. Des négociations avec le Fonds hellénique de stabilité financière sont également en cours pour le rachat, par Unicredit, de la participation (9%) du Fonds dans la banque grecque. Bien que le prix final de l'offre d'Unicredit n'ait pas été encore déterminé le marché grec estime l'offre à environ 1 un milliard d'euros. Si les négociations aboutissent, il s'agirait du premier investissement d'une banque européenne dans une banque grecque après 17 ans (Communiqué de presse conjoint Alpha et Unicredit).

Lancement par Bulgartransgaz des études techniques pour accroître les capacités des points d'interconnexion gaziers avec la Grèce et la Roumanie. L'opérateur national en charge du transport et du stockage de gaz naturel, Bulgartransgaz a annoncé le lancement des études techniques conjointes avec l'opérateur grec DESFA S.A. pour augmenter les capacités du point d'interconnexion (IP) Kulata/Sidirokastro, avec l'opérateur roumain Transgaz S.A. pour l'IP Negru Voda 1/Kardam et pour l'IP Russé/Giurgiu, ainsi qu'avec l'opérateur de l'interconnexion Grèce-Bulgarie ICGB AD concernant l'augmentation de la capacité d'IP Stara Zagora.

Bulgarie

Actualités macroéconomiques et financières

Mise à jour de la Stratégie de communication concernant l'adoption de la monnaie unique. Le Conseil de coordination pour la préparation de la République de Bulgarie à l'adhésion à la zone euro, présidé par le ministre des Finances et co-présidé par le gouverneur de la Banque nationale de Bulgarie, a actualisé la Stratégie de communication concernant l'adoption de la monnaie unique en tenant compte du report de la perspective d'adhésion au 1er janvier 2025. Il est désormais prévu de familiariser les citoyens avec les bénéfices de l'entrée dans la zone euro dès le début de la campagne. Seront également prises des mesures pour contrer toute désinformation induisant en erreur et suscitant des inquiétudes infondées parmi les citoyens. La campagne se déroulera en trois phases. La première phase visera à fournir des informations sur les avantages pour la Bulgarie d'adhérer à la zone euro. La deuxième phase se concentrera sur les informations pratiques concernant l'adoption

de la monnaie unique et informera les parties intéressées du processus global et de leurs engagements. La troisième phase visera à rappeler les principales informations pratiques et à présenter aux citoyens les mesures prises par l'État pour protéger les droits des consommateurs. De nombreuses institutions bulgares seront impliquées dans la campagne de communication : le Conseil des ministres, le ministère des Finances et la Banque nationale de Bulgarie, des ministères, la Commission pour la protection des consommateurs, les municipalités, la « Poste bulgare », etc.

Révision à la hausse de la croissance du PIB en 2022 à 3,9 %. D'après les données révisées de l'Institut national statistique (INS), en 2022, le PIB de la Bulgarie s'est élevé à 85,8 Mds EUR, soit une croissance annuelle de 3,9 % en termes réels, contre 3,4 % d'après les données préalables. L'INS précise que les données ont été révisées sur la base des données d'enquêtes statistiques annuelles ainsi que sur la base d'informations administratives mises à jour. La consommation finale a augmenté de 4,2 % par rapport à 2021, la formation brute de capital fixe de 6,5 %, les exportations de biens et services de 11,6 % et les importations de 15 %.

Hausse de la productivité de 4,3 % en 2022. Selon les données révisées de l'Institut national statistique (INS), en 2022, le PIB par personne employée a augmenté de 4,3 % en termes réels par rapport à l'année précédente. Le nombre de personnes employées dans l'économie a été de 3,5 M (dont 59,8 % dans les services, 25 % dans l'industrie et 15,2 % dans l'agriculture) et le nombre total d'heures travaillées de 5,6 Mds. Une personne employée a créé en moyenne 24893,3 EUR de PIB, soit 15,4 EUR par heure travaillée.

Actualités sectorielles

Réduction de la dépendance énergétique de la Bulgarie selon un rapport de la Commission européenne sur l'état de l'Union de l'énergie. D'après le rapport 2023 sur l'état de l'Union de l'énergie, publié par la Commission européenne le 24 octobre 2023, la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique de la Bulgarie s'est accrue de 8 % en 2010 à 15 % en 2021, tandis que celle du charbon s'est réduite de 37 % à 26 %. La part de l'énergie nucléaire dans le mix est estimée à 21 % en 2021, celle du gaz est évaluée à 14 % et celle du pétrole, à 23 %. La dépendance des importations de combustibles fossiles a baissé de 40,2 % en 2010 à 36,1 % en 2021. Après la guerre de la Russie contre l'Ukraine, la Bulgarie a diversifié ses fournitures gazières avec du gaz naturel provenant de l'Azerbaïdjan et du GNL via la Grèce. La part des ménages en précarité énergétique reste près de 3 fois supérieure à la moyenne de l'UE (18,8 % des ménages bulgares sont en regard dans le paiement de leurs factures contre 6,9 % dans l'UE ; 22,5 % des Bulgares n'ont pas les moyens de garder leurs maisons au chaud contre 9,3 % dans l'UE).

Décision du Conseil des ministres relative au lancement de la construction de l'unité 7 de la centrale nucléaire de Kozloduy. Le Conseil des ministres a décidé le 25 octobre de lancer le projet de construction de l'unité 7 de la centrale nucléaire de Kozloduy (KNPP) avec la technologie AP1000. La décision comprend une augmentation de 500 M BGN (256 M EUR) du capital de l'entreprise publique Kozloduy NPP – New Builds qui sera en charge du projet dont le délai de réalisation est l'année 2033. Conformément à cette décision, le ministre de l'Energie est le responsable des mesures à prendre pour la sélection transparente d'une entreprise en charge de la conception, de la construction et de la mise en exploitation de la nouvelle unité d'ici 2033 (le contrat avec cette entreprise et avec le fournisseur de la technologie AP1000 sera à prix fixes) ainsi que des négociations avec les IFIs pour les futurs emprunts de fonds. La décision du Conseil des ministres concerne également la préparation du projet de l'unité 8 de la KNPP, l'ambition des autorités étant d'avancer parallèlement la construction des unités 7 et 8, d'une capacité totale de

2300 MW. D'après le Premier ministre, Nikolay Dennkov, la technologie choisie pour les deux unités est unique au monde et grâce à elle il est possible de changer deux fois la puissance des réacteurs, ce qui est important pour la gestion stable du système électrique.

Accords de coopération entre Westinghouse et 5 entreprises bulgares. La compagnie américaine Westinghouse a signé le 19 octobre des accords avec 5 entreprises bulgares pour une coopération future dans la construction de nouvelles unités de la centrale nucléaire de Kozloduy et dans d'autres projets de la région utilisant la technologie AP1000. Il s'agit des entreprises : Glavbolgarstroy, Oskar-El, Enpro Consult, EnergoService et EQE Bulgarie. Les entreprises seront impliquées dans la réalisation de l'unité 7 de la KNPP avec la production de composants clés, dont des systèmes de contrôle commande, des systèmes de surveillance des rayonnements ainsi que la fourniture de divers services d'ingénierie, de conseil et de construction.

Echec de l'initiative du ministère de l'Economie et de l'industrie visant la réduction des prix des alimentaires

La commission pour la protection de la concurrence (CPC) a empêché la réalisation de l'idée du ministère de l'Economie et de l'industrie de mettre en place une nouvelle initiative « Accessible pour tous », à partir du 1er novembre 2023. Elle vise une réduction volontaire par les grandes et les petites surfaces d'alimentation des prix de 2 à 3 produits alimentaires choisi parmi 50 produits (dont le pain et les produits de boulangerie, la viande et les produits à base de viande, le lait et les produits laitiers, les fruits et les légumes). Malgré le fait que les représentants des surfaces d'alimentation se sont déclarés favorables à l'idée, la CPC a estimé que cette démarche porterait atteinte à la libre initiative économique prévue par la Constitution du pays. Par ailleurs, d'après les données de septembre 2023 de l'Institut national des statistiques, la hausse des prix des produits alimentaires a été de 10,5 % en g.a.

Chypre

Actualités macroéconomiques et financières

Annonce par le gouvernement d'un nouveau paquet de mesures de 196 M€ (0,73% du PIB) pour soutenir les ménages et entreprises. Directement annoncé par le président Christodoulides, ce paquet de 17 mesures s'inscrit dans la continuité des mesures précédemment mises en œuvre pour atténuer les effets de l'inflation (revalorisation du taux d'indexation automatique des salaires, mise en place d'un taux de TVA nul sur certains produits de base, augmentation des allocations sociales, etc). Ainsi, l'une des mesures phares de ce nouveau paquet est le rétablissement des subventions au paiement des factures d'électricité, précédemment suspendues en juin et rétablies à compter du 1er novembre jusqu'au 29 février 2024. La subvention s'appliquera aux consommateurs résidentiels, commerciaux et industriels, et pourra compenser jusqu'à 100% de la hausse des prix de l'électricité pour les consommateurs les plus vulnérables. Le gouvernement a également décidé de rétablir la baisse des droits d'accise sur le pétrole routier et le fioul domestique au cours de la même période, tandis que sur le volet énergies renouvelables, une subvention de 1 000€ sera accordée pour l'installation de panneaux solaires. En outre, afin de faire face aux tensions sur le marché immobilier, le gouvernement prévoit la mise en place d'une aide logement de 300€ pour les employés gagnant le salaire minimum. Une subvention de 2% sur les taux d'intérêt des prêts hypothécaires contractés en 2022 et 2023 sera également accordée aux ménages primo-accédants dont le revenu annuel combiné est inférieur à 50 000€. Enfin, des mesures sont prévues pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages, via

l'extension du taux de TVA zéro à certains produits comme la viande et les légumes, mais aussi via la hausse de plusieurs allocations (120€ pour les bénéficiaires de l'allocation transport pour handicapés, hausse de 5% des allocations familiales, ..).

Signature d'un accord pour éviter la double imposition avec la Croatie. L'accord a été signé par le Ministre des Finances chypriotes, Makis Keravnos, et son homologue croate Marko Primorac. Cette signature met à jour la convention existante conclue en juin 1985 entre la République de Chypre et la République socialiste fédérative de Yougoslavie, qui était depuis cette date en vigueur malgré la dissolution de cette dernière. De manière analogue à l'accord signé en juillet avec Oman, la nouvelle convention est basée sur le modèle de convention fiscale de l'OCDE. Elle devra permettre de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu dans les deux pays.

Hausse de +4,3% sur un an de l'indice des prix à la consommation harmonisés en septembre 2023, après +3,1% en août. Pour le second mois consécutif, le taux de croissance des prix accélère alors qu'il observait une tendance à la baisse sur la période juillet 2022 – juillet 2023. L'inflation chypriote est désormais équivalente à l'inflation moyenne de la zone euro (+4,3% en septembre). L'inflation alimentaire hors alcool et tabac (+10,2% en g.a.) constitue la principale composante de l'IPCH, devançant les services d'hôtellerie-restauration (+5,9%). La contribution du poste énergétique est en outre légèrement positive, à +0,4% sur un an. En glissement mensuel, l'indice des prix harmonisés progresse enfin légèrement, à +0,2%.

Au cours du deuxième trimestre 2023, le déficit courant chypriote atteint -346 M€ (soit -1,3% du PIB), en nette amélioration sur un an (-1,05 Mds€ au T2 2022). Cette évolution est principalement imputable à la réduction du déficit commercial (de -1,93 Md€ à -1,61 Md€), gonflé en 2022 par le renchérissement du coût des importations de biens énergétiques ayant suivi le conflit ukraine. Le déficit des revenus primaires se réduit également (-583 M€ après -631 M€). Le déficit extérieur est en partie contrebalancé par le solde positif des services, dont l'excédent progresse de 22,6% pour atteindre 1,9 Md€. Le compte financier enregistre en outre une chute des entrées nettes de capitaux, estimées à seulement +20,5 M€ au T2 2023, contre +1,74 Md€ un an plus tôt. La Banque Centrale précise que cette réduction du solde financier est principalement liée à des sorties nettes de capitaux dans la catégorie des investissements de portefeuille. La position extérieure nette du pays demeure enfin largement débitrice à hauteur de 28,66 Mds€ (environ 106% du PIB), tandis que le stock de dette externe reste stable à 169,6 Mds€ (environ 625% du PIB).

Actualités sectorielles

Présentation de la nouvelle politique gouvernementale en matière de logement. Le Ministre de l'Intérieur Konstantinos Ioannou a présenté un plan de global de 77 M€ sur une période de cinq ans, centré autour de deux problématiques principales : (i) stimulation de l'offre de logements à court et moyen terme et (ii) accessibilité pour certains groupes de population spécifiques (jeunes, couples, ménages précaires, personnes handicapées, …). Pour le premier axe, le gouvernement prévoit notamment des mesures d'incitation pour favoriser le retour de certains logements non conformes et/ou inutilisés dans le parc locatif, via des programmes de subvention pour la rénovation et la construction de logements à vocation locatives. Concernant l'accessibilité pour certains groupes ciblés, des aides financières seront prévues pour les primo-accédants de moins de 41 ans souhaitant construire ou acheter

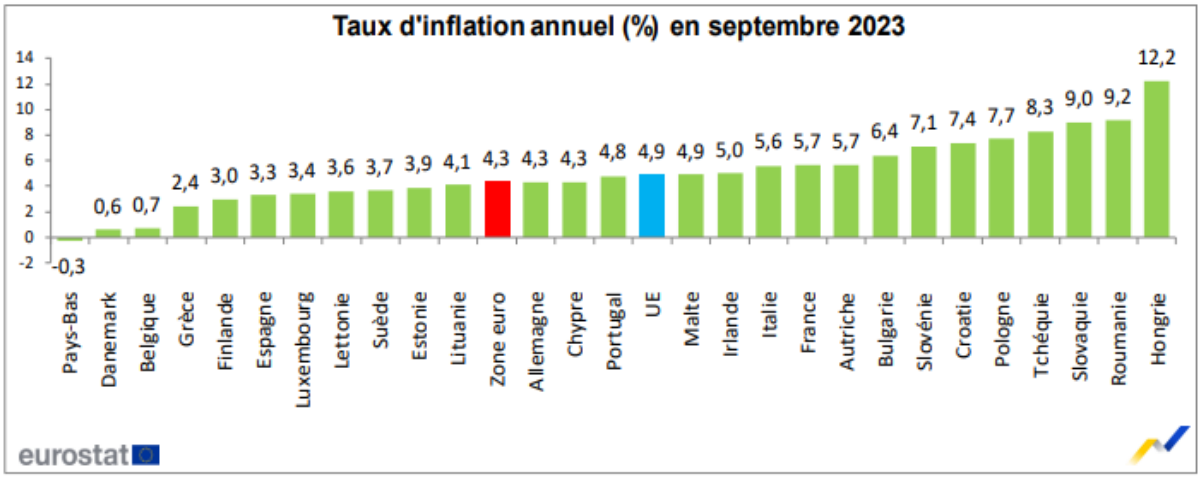
un bien immobilier. De même, des aides au loyer leur seront proposées pour atténuer l'impact de la hausse des taux d'intérêt sur le coût du crédit.

Grèce

Actualités macroéconomiques et financières

S&P Global Ratings a relevé la note de la Grèce de BB+ à BBB-, au rang d'investissement. Il s'agit de la quatrième agence de notation consécutive et la deuxième reconnue par la BCE à attribuer une note d'investissement à la Grèce au cours des derniers mois, après 13 ans. L'agence de notation explique sa décision par notamment : i) l'assainissement budgétaire significatif qui a eu lieu, soutenu par une reprise économique rapide, ce qui a permis au gouvernement grec de dépasser les objectifs budgétaires qu'il s'était fixés ; ii) la stabilité politique, ce qui permet au gouvernement de poursuivre ses réformes et iii) la poursuite de la réduction de la dette publique qui, selon S&P, devrait être de 145% du PIB en 2023 et 138% en 2026, contre 189% du PIB en 2020. L'agence note également que « si la dette reste élevée, son profil est l'un des plus favorables » puisque « la maturité moyenne pondérée de la dette du gouvernement central était de 17,2 ans à fin juin 2023 et que les paiements d'intérêts représentent une part relativement faible (5,6%) des revenus des administrations publiques ». S&P a déclaré que les perspectives de notation étaient stables (communiqué S&P Global Ratings)

Le taux d'inflation annuel de la Grèce s'est établi à 2,4 % en septembre 2023 (après 3,5% en août), soit le quatrième taux le plus bas de l'UE, derrière les Pays-Bas (-0,3%), le Danemark (0,6%) et la Belgique (0,7%), selon Eurostat. Le taux d'inflation annuel est en baisse à 4,3% dans la zone euro et à 4,9% dans l'UE. En septembre les plus fortes contributions au taux d'inflation annuel de la zone euro provenaient des services (+2,05%), suivis de l'alimentation, alcool & tabac (+1,78%), des biens industriels hors énergie (+1,06 %) et de l'énergie (-0,55%).



ELSTAT révise légèrement à la baisse le PIB 2022, en raison de la révision à la hausse des données sur les subventions à l'énergie, entrainant des hausses marginales au déficit public et à la dette publique de la même année. Selon cette dernière estimation, le PIB en volume de 2022 (qui tient compte de l'inflation) a connu une hausse de 5,6% (soit à 190,7 Md€, son plus haut niveau depuis 2011) par rapport à 2021 (à 180,6 Md€), contre une première estimation de +5,9% publiée par ELSTAT en mars 2023. En outre, les dépenses de consommation finale ont affiché une hausse de 6,2% par rapport à l'année 2021, les importations de biens et

services de +7,2% et les exportations de biens et services de +6,2%. A prix courants, la hausse annuelle du PIB précédemment estimée à 14,5%, est désormais estimée à +13,8% (soit à 206,6 Md€, contre 181,5 Md€ en 2021). Les dépenses de consommation finale ont enregistré une augmentation de 12,0% par rapport à 2021, les importations de biens et services de +37,6% et les exportations de biens et services de +36,6%. Sur la base de la révision du PIB, les indicateurs budgétaires en fraction du PIB ont été aussi révisées légèrement à la hausse par ELSTAT. Ainsi, le déficit public de 2022 est désormais estimé à -4,9 Md€ (soit -2,4% du PIB, contre -2,3% du PIB dans l'estimation précédente et contre -7,1% du PIB en 2021). La dette publique à fin 2022 est dorénavant estimée à 357 Md€ (soit à 172,6% du PIB contre 171,3% du PIB dans l'estimation précédente et contre 195% du PIB en 2021).

Actualités sectorielles

Les achats de GNL russe sur les neuf premiers mois de 2023 se sont élevés à 6,27 TWh (contre zéro sur la même période 2022), représentant près de 12% des importations totales de gaz par la Grèce, selon les données publiées par le gestionnaire du système national de gaz DESFA. Si l'on ajoute les quantités importées par le point de Sidirokastro (à 16,18 TWh, contre 23,34 TWh sur la même période 2022) d'où le gaz russe est importé par le gazoduc Turkstream, la part du gaz russe dans l'approvisionnement de la Grèce s'est élevée à 22,45 TWh, soit à 42,62% des importations totales de gaz de la Grèce (52,67 TWh). Les États-Unis, avec 9,36 TWh restent le premier fournisseur de GNL de la Grèce, mais ont vu leur part baisser de moitié sur la période, à 38,92 % des importations totales de GNL par la Grèce.

L'indice des prix à l'importation dans l'industrie (mesure l'évolution des prix des biens importés) a enregistré en août dernier une baisse annuelle de 14,6%, selon ELSTAT, contre une augmentation de 32 % dans la comparaison des indices correspondants en 2022 et 2021. Selon l'autorité statistique, cette diminution est attribuée au recul de l'Inflation importée : i) à une diminution annuelle de 20,5 % de l'indice des prix des importations en provenance des pays hors zone euro et ii) une diminution annuelle de 0,1 % de l'indice des prix des importations en provenance des pays de la zone euro. En revanche, au niveau mensuel, l'indice a enregistré en août 2023 une augmentation de 1,4 % par rapport à juillet 2023.

Le Fonds souverain grec HCAP, Microsoft et BYTE Computer, annoncent mettre en œuvre un accord d'entreprise conclu pour trois ans, relatif à la fourniture de licences logicielles et d'abonnements aux services en ligne de Microsoft, ainsi que la fourniture d'une assistance technique et d'une formation pour les produits et solutions de Microsoft aux entreprises du portefeuille d'HCAP. D'un budget de 5,3 M€, la réalisation du projet se fera par BYTE Computer, fournisseur autorisé de solutions de licences Microsoft. La valeur du portefeuille géré par HCAP et ses filiales s'élève actuellement à 5,5 milliards d'euros et le nombre total d'employés dans ses entreprises dépasse les 20 000 (Communiqué HCAP)

Roumanie

Actualités macroéconomiques et financières

L'encours des prêts accordés à l'économie réelle a progressé de +4,5 % en septembre, en glissement annuel, et continue de croitre moins rapidement

que l'inflation. Restreinte par le renchérissement des emprunts en RON, l'activité de prêt en RON a stagné au cours des 12 derniers mois (-0,7 %) mais a accusé un fort recul en termes réels (-7,5 %). Parallèlement, l'encours des prêts en devises a augmenté de +13,6 %, porté par la forte demande des entreprises. Les agents économiques ont par ailleurs accru leur épargne en RON (+21,0 % en un an), afin de profiter de la hausse de la rémunération des dépôts, privilégiant les dépôts à terme de moins de 2 ans. En 12 mois, la masse monétaire en circulation (M1) a ainsi reculé de -2,5 % en raison de la baisse des dépôts à vue (-6,3 %).

Le Comité National de Contrôle Macroprudentiel (CNSM) relève ses obligations de fonds propres contracycliques imposées aux banques afin de s'adapter à la dégradation de l'environnement conjoncturel. Les banques roumaines devront ainsi mettre en réserve 1 % de leurs bénéfices, contre 0,5 % précédemment. Cette mesure devrait renforcer les fonds propres du secteur bancaire d'environ 2 Mds USD et vise à accroitre la résilience des banques aux chocs économiques et au ralentissement de l'activité. Le secteur bancaire roumain, qui a généré un profit record de 2,1 Mds EUR en 2022, affiche toujours de solides indicateurs prudentiels.

Le déficit public devrait atteindre -5,7 % du PIB en 2023, selon le gouvernement. Le déficit budgétaire devrait donc diminuer par rapport à 2022 (-6,2 % du PIB), mais demeure largement supérieur à l'objectif initial du gouvernement inscrit dans la loi de Finances (-4,4 %). Ce nouveau dérapage budgétaire émane notamment d'une collecte de l'impôt inférieure aux prévisions et de la hausse des dépenses publiques imprévue consentie afin de revaloriser le salaire de nombreux fonctionnaires à la suite des mouvements sociaux du printemps. Par ailleurs, les mesures fiscales annoncées au deuxième semestre et visant à accroitre les recettes publiques ne produiront leurs effets qu'en 2024.

Actualités sectorielles

Black Sea Oil and Gaz se dit prêt à accroitre sa production gazière de +25 % cet hiver. L'énergéticien roumain, propriété du fonds d'investissement Carlyle, fournit annuellement 1 Mds m^2 de gaz provenant des gisements de la Mer Noire au pays (soit env. 10% de la production). Depuis la fin des approvisionnements en gaz russe, la Roumanie craint une nouvelle envolée des prix de l'énergie, notamment en cas d'hiver froid qui provoquerait une augmentation de la consommation nationale. Le pays, qui a diversifié ses sources d'approvisionnement et qui peut toujours compter sur une importante production domestique, semble cependant mieux préparé que l'an dernier. En septembre, les stocks gaziers du pays (environ 3 Mds de m3) étaient remplis à plus de 80 %.

La Roumanie adopte une ordonnance d'urgence réglementant les importations de blé, de maïs, de colza et de tournesol en provenance d'Ukraine. Ces dernières nécessiteront une autorisation de mise sur le marché délivrée, sous condition, aux agriculteurs et transformateurs par le ministère de l'Agriculture (MADR). La Roumanie maintient cependant, dans le cadre des corridors de solidarité, son objectif de doublement des volumes de grains ukrainiens transitant sur son territoire d'ici la fin de l'année. Plusieurs accords dans le domaine des transports ont d'ailleurs été signés avec l'Ukraine à l'occasion de la visite du premier ministre M. Ciolacu à Kiev le 18 octobre. Par ailleurs le gouvernement a prolongé de 90 jours le plafonnement des marges sur certains produits alimentaires de base.